



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Sucreries de La Réunion
Question au Gouvernement n° 1508

Texte de la question

SUCRERIES DE LA RÉUNION

Mme la présidente . La parole est à M. Perceval Gaillard.

M. Perceval Gaillard . En annonçant l'ouverture du capital de ses sucreries, la multinationale Tereos a déclenché un séisme à La Réunion. En *missouk*, à l'abri des regards, le groupe Tereos, l'un des cinq plus gros profiteurs de la politique agricole commune, gavé de subventions publiques, se prépare à vendre au groupe La Martiniquaise les sucreries de La Réunion.

L'État ne doit pas, l'État ne peut pas rester les bras croisés dans cette affaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Les enjeux économiques, sociaux et politiques sont énormes. La filière canne signifie bien plus que les 15 000 emplois directs, indirects et induits chez nous. La canne à sucre, c'est l'histoire de La Réunion ; elle a façonné non seulement la géographie de notre île mais aussi son peuplement. Que nous le voulions ou non, nous sommes toutes et tous les héritiers de cette histoire.

Ma question est donc simple : allez-vous rester les bras croisés à contempler le désastre annoncé ou allez-vous, enfin, vous décider à agir ? (*Mêmes mouvements.*) L'État est-il prêt à soutenir les planteurs de canne réunionnais, qui s'organisent pour prendre le contrôle de leur outil de travail sous la forme d'une coopérative ? (*Mêmes mouvements.*)

Nous voulons, à La Réunion, rester maîtres de notre destin. Le savoir-faire, le marché, l'industrie : tout est là. Ne manque que la volonté politique du gouvernement. Le modèle réunionnais, agricole et industriel, est prêt ! Nous sommes prêts !

De votre côté, madame la ministre des outre-mer, êtes-vous prête à tordre le bras de Tereos et à aider nos planteurs et nos industriels ? Êtes-vous prête à nous aider à développer La Réunion plutôt que de rester spectatrice ? Êtes-vous prête à privilégier l'intérêt général et l'intérêt supérieur de La Réunion contre les intérêts des multinationales ? (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – M. Philippe Brun et M. Marcellin Nadeau applaudissent également.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer . Vous m'interrogez sur le projet de restructuration de son capital social par la filiale pour l'océan Indien du groupe Tereos, qui concerne en particulier les sucreries de La Réunion.

Je veux en profiter pour réaffirmer notre attachement à la filière canne réunionnaise, dont les enjeux dépassent très largement – comme vous l'avez fort bien dit – la simple production de sucre sur le territoire. C'est une filière très stratégique, notamment en ce qu'elle irrigue l'ensemble du secteur agroalimentaire de l'île. C'est la raison

pour laquelle, après les cyclones qui ont frappé La Réunion, nous avons répondu présents lorsqu'il a fallu débloquer les fonds de secours pour soutenir le système.

L'État restera vigilant même si, ne l'oublions pas, la structuration de cet actionnariat relève de la stratégie d'un groupe privé, dont l'État n'est pas actionnaire. Tereos a pris l'engagement, devant le conseil départemental et devant la Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion de maintenir l'ancrage territorial de l'activité. Nous l'avons entendu et nous veillerons, à vos côtés, pour que cet engagement soit tenu et que l'identité réunionnaise de la filière canne ne disparaisse pas.

Je précise, sans aucune ambiguïté, que la convention canne continuera de s'appliquer, et je forme le vœu que cette recomposition soit riche en nouvelles occasions, pour les investisseurs locaux, de prendre place dans cette filière très stratégique. Nous surveillerons tout cela de très près, dans l'intérêt de La Réunion et des Réunionnais.

Mme la présidente . La parole est à M. Perceval Gaillard.

M. Perceval Gaillard . Quand l'État veut, il peut, et quand il s'agit d'aider des actionnaires et des multinationales, votre gouvernement le fait ! Alors aidez-nous à garder notre outil de production à La Réunion ! Aidez nos planteurs et nos industriels à empêcher que nos usines soient vendues ! *(Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.)*

Données clés

Auteur : [M. Perceval Gaillard](#)

Circonscription : Réunion (7^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1508

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 mai 2026